

L'intégration européenne et la démocratisation dans l'Europe de l'Est

Simeon Mitropolitski
Université de Montréal

Congrès annuel de l'Association Canadienne de Science Politique, Carleton University, Ottawa, 27-29 mai 2009

Cette communication est basée sur un projet de thèse en développement concernant les changements politiques dans les pays post-communistes de l'Europe centrale et orientale après 1989, et plus particulièrement, quel est le rôle de l'intégration européenne dans la démocratisation post-communiste.

Une certaine controverse domine la littérature en ce qui concerne le rôle de l'intégration européenne dans la démocratisation des pays post-communistes. Ce débat vient partiellement d'une favorisation des approches de type institutionnaliste et stratégique. Ils utilisent, même si cela n'est pas toujours nécessaire d'un point de vue méthodologique, des méthodes quantitatives. Ainsi, la littérature sur le rôle de l'intégration européenne dans la démocratisation des pays post-communistes défend l'idée soit à une diffusion harmonieuse des institutions démocratiques (Vachudova 2005), soit à une diffusion qui prend comme pierre angulaire une certaine rationalité économique préexistante de la part des acteurs nationaux (Tomescu-Hatto 2008), soit à une diffusion qui se heurte sur les effets néfastes des anciennes structures économiques et sociales (Mot 2002).

Une analyse institutionnelle de type macro a, bien sûr, sa place réservée dans la littérature. Mais elle n'est pas la seule, ni nécessairement la meilleure façon d'analyser le rôle de l'intégration européenne dans la démocratisation post-communiste. Dans certains pays post-communistes, contrairement aux attentes, la démocratisation ne se fait pas aussi harmonieusement. Certains de ces pays, comme la Bulgarie et la Roumanie, sont pourtant des membres de l'Union européenne. Si les approches conventionnelles, institutionnaliste et de choix rationnel, ne donnent pas de réponses satisfaisantes pour comprendre ces pays, une nouvelle approche devient nécessaire.

J'essaie de concevoir une autre façon de voir le même processus d'intégration. Sa logique ne partage pas les arguments qui « oublient » l'existence des acteurs ou qui les prennent comme des machines calculatrices avec des intérêts ou des valeurs culturelles préétablies. Je propose donc un point de départ alternatif, dans lequel les institutions, loin de disparaître, deviennent des résultats d'une construction sociale dynamique et interprétative. Dans ce modèle alternatif, basé sur les travaux de Max Weber et Norbert Elias, les acteurs sociaux produisent des normes démocratiques ou anti-démocratiques dans le processus de leur interaction, et l'intégration européenne n'est qu'un facteur parmi les plusieurs qui influence cette interaction. La démocratie devient donc non un résultat de l'introduction mécanique d'une liste des préalables nécessaires (élections libres, liberté d'expression), mais le résultat dynamique d'un système de dialogues entre des acteurs aux niveaux différents.

Dans ce sens, l'intégration européenne contribue à plus de démocratie si les dialogues qu'elle construit et les dialogues dont elle fait objet contribuent à la fois à une augmentation de la probabilité que les critères conventionnels de la démocratie se

maintiennent et se reproduisent, mais aussi à une situation où les acteurs sociaux agissent sur des actions des autres acteurs d'une manière à ce qu'ils les amènent vers plus d'égalité politique et vers plus de chances d'influence réciproques. Ainsi, la démocratie n'est pas juste un simple choix électoral; c'est plutôt une « éthique » qui doit également exister entre les élections. Une telle vision élargie de la démocratie permet de séparer un régime non-démocratique, mais qui néanmoins respecte formellement les élections, mais qui laisse la masse des citoyens aussi loin que possible de prise des décisions, d'une démocratie *substantielle* dans laquelle les élections ne sont qu'une parmi les normes politiques.

I. La question principale et la revue de la littérature

1. Présentation de la question principale.

Le processus des changements politiques dans les pays post-communistes de l'Europe de l'Est occupe une place non négligeable dans la littérature politologique sur la démocratisation après la chute du mur de Berlin. Mon mémoire de maîtrise (Mitropolitiski 2007) avait comme tâche d'évaluer les principales approches et les écoles dans cette littérature concernant leurs prévisions théoriques sur la possibilité d'une démocratisation, à la fois pour l'ensemble des pays post-communistes et pour certains d'entre eux. La méthode suivie dans ce mémoire réunissait les théories existantes en quatre groupes principaux, selon la variable indépendante dominante qui affecte la démocratisation (ou sa qualité) ou le manque de démocratisation : l'héritage (sociale, culturelle, politique et économique); le choix institutionnel après la chute du communisme; le rôle de l'idéologie politique des politiciens; et, finalement, le rôle de certains facteurs externes.

Après avoir vérifié ces groupes d'écoles sur des cas dissimilaires (la Biélorussie comme un pays qui évolue vers une forme d'autoritarisme, la Roumanie qui tend vers la démocratie, et la Macédoine qui reste dans une position intermédiaire plutôt constante pendant les années), les conclusions principales du mémoire étaient : 1) Il n'y pas UN seul modèle qui peut expliquer toutes les trajectoires possibles post-communistes après 1989-1991; 2) Il y a, cependant, certaines hypothèses du groupe des choix institutionnels politiques (le choix d'un système électoral) qui expliquent bien les deux cas extrêmes (la Biélorussie et la Roumanie), mais qui ont des difficultés pour les cas intermédiaires (comme la Macédoine); 3) D'autres hypothèses, surtout du groupe d'héritages (comme la présence d'un sentiment national unissant les gouvernements et les gouvernés, et l'autonomie relative de l'État par rapport à la société) peuvent jeter plus de lumière pour la trajectoire intermédiaire de la démocratisation (la Macédoine).

Une certaine controverse vient cependant du rôle des facteurs externes et du rôle de l'intégration européenne dans la démocratisation post-communiste, en particulier. En bref, sur ce sujet, la littérature donne plusieurs réponses qui s'excluent mutuellement. Pour comprendre le rôle de l'intégration européenne dans la démocratisation post-communiste, une nouvelle recherche devient nécessaire.

2. La revue de la littérature (l'UE comme facteur causal).

a. Euro-optimistes.

Quelles sont les positions, présentées ici en bref, défendues par les représentants des groupes différents d'auteurs dans le débat sur le rôle de l'intégration européenne dans la démocratisation des pays post-communistes? D'un côté, pour Vachudova (2005), l'intégration européenne change le calcul rationnel des élites politiques dans l'Europe centrale et orientale; le rapprochement entre l'Union et ces pays augmente la possibilité d'une démocratisation ou augmente la qualité de la démocratie. L'Union européenne, pour cette auteure, agit parfois comme un levier passif et parfois comme un levier actif en ce qui concerne la démocratisation post-communiste. Le terme « levier passif » veut dire que la simple possibilité d'adhésion à l'Union change les résultats des calculs rationnels de l'élite politique domestique; le « levier actif » veut dire que l'Union fait aussi changer directement des structures politiques, qui, à leur tour, introduisent plus de compétition politique (2005: 161). Au début de la transition, selon Vachudova, mais avant les négociations d'adhésion, le rôle de l'Union est plutôt négligeable. Mais avec les perspectives d'adhésion, le rôle de l'Union peut devenir même principal. Elle se transforme donc de levier passif en levier actif. Pour Vachudova, le rôle de l'Union dans la démocratisation est toujours positif¹.

Avec certaines nuances, cette vision optimiste est partagée par Pridham (2001; 2005). Selon lui, cependant, pour parler d'une influence positive de l'Union sur la démocratisation, on doit limiter le temps d'influence seulement à la période « active » de l'intégration, c'est-à-dire la période qui suit l'invitation de commencer les négociations pour adhésion, parce que c'est seulement avec ces négociations que les élites domestiques apprennent vraiment l'« art » de la politique pluraliste, sous l'influence de l'Union (2005: 115)². Même pour cette période, cependant, Pridham (2007) note certaines limitations en ce qui concerne le pouvoir de la conditionalité politique. Ces limitations viennent principalement du fait que l'Union ne représente pas un acteur unifié; la Commission qui gère le dossier de l'élargissement et les gouvernements nationaux de l'Union n'ont pas les mêmes objectifs et les mêmes perceptions en ce qui concerne la consolidation démocratique dans les pays candidats. Levitsky et Way (2005a; 2005b; 2007), et aussi Coricelli (2007) et Schimmelfennig (2007) considèrent l'Union européenne et son influence positive dans le cadre d'une influence générale provenant de l'Occident. Pour Levitsky et Way, l'Occident en tant que centre politique, économique et militaire n'a pas de concurrents dans le monde après la fin de la Guerre froide. Selon leur modèle, la capacité de l'Occident d'influencer les pays post-communistes dans une direction démocratique et libérale dépend de deux

¹ On doit ici noter que Vachudova dans un autre projet commun (Ekiert, Kubik et Vachudova, 2007) fait un pas en arrière en ce qui concerne le rôle de l'EU dans la démocratisation post-communiste. Ce pas ne veut pas dire que l'Union n'agit pas toujours dans la même direction que la démocratisation, mais que les facteurs externes (y compris l'UE) viennent après tous les autres facteurs dans un modèle multivariable pour influencer la démocratie dans le contexte post-communiste.

² Suivant la même logique, Spirova et Budd (2008) observent une sensibilité accrue de la part des pays candidats à respecter les conditionalités européennes en ce qui concerne la protection des droits de la minorité Roma.

facteurs principaux : les « leviers »³ occidentaux qui déterminent le niveau de pression possible, et les « liens » (des liens commerciaux) occidentaux qui déterminent le niveau d'acceptation de cette pression (2005a: 21). L'existence à la fois des leviers forts et des liens forts contribue à la démocratisation dans les pays en transition post-communiste. La pression externe est l'un des facteurs, selon Rose-Ackerman (2007), qui aide les pays post-communistes à consolider leurs démocraties. Selon l'auteure, le fait qu'un pays soit devenu membre de l'UE ne signifie pas que la démocratie soit déjà consolidée. C'est pour cette raison que la pression occidentale doit continuer même après l'adhésion.

b. Euro-pessimistes.

Dans la littérature il y a aussi un groupe d'auteurs qui lie l'influence de l'Union européenne avec une certaine érosion dans la qualité de la démocratie. Raik (2004) défend cette position en se basant sur le fait que l'Union européenne détruit le processus démocratique interne de prise des décisions; qu'elle introduit un modèle de subordination administrative entre Bruxelles et les pays post-communistes; et qu'elle détache les élites politiques locales de leur base électorale domestique. Selon lui, la logique de l'intégration européenne facilite la bureaucratisation de prises de décisions qui donnent un avantage à l'exécutif et laissent peu de place à un processus vraiment démocratique dans les pays post-communistes (2004: 591). L'érosion dans la qualité de la démocratie peut finalement mener vers une érosion de la démocratie comme régime politique. Bideleux (2001) ajoute, dans la même direction, des arguments que les pays post-communistes se trouvent de plus en plus sous le contrôle administratif direct de Bruxelles, et que la libéralisation économique contrôlée de l'extérieure nuit au processus démocratique dans les pays qui n'ont pas de système politique démocratique consolidé. Il note aussi que le processus de l'intégration européenne donne d'énormes pouvoirs aux exécutifs au détriment des parlements. S'il y a corrélation entre la démocratisation et l'eupéanisation, selon lui, cette corrélation est toujours négative. Une fois embarqués dans le processus d'intégration, les pays post-communistes deviennent de plus en plus gouvernés par les lois, procédures, normes, et décisions, qui sont faites et refaites à Bruxelles et non dans ces pays d'une manière démocratique (2001: 27). Gallagher (2005a; 2005b), en se basant sur des exemples de la Roumanie, montre comment l'Union européenne peut donner une fausse légitimation démocratique à des forces politiques qui sont loin d'un comportement démocratique, mais qui jouent avec la carte européenne pour renforcer leurs positions politiques.

c. Des positions intermédiaires.

Entre le groupe des auteurs euro-optimistes et euro-pessimistes, il y a aussi une position intermédiaire en ce qui concerne le rôle de l'intégration européenne dans la démocratisation post-communiste. Kolarska-Bobinska (2003) voit l'Union européenne à la fois comme acteur qui empêche et qui facilite la démocratisation dans des moments différents. Selon elle, à court terme, l'intégration européenne mène à moins de

³ Levitsky et Way ne font pas de distinction, comme le fait Vachudova, entre des leviers "passifs" et "actifs".

démocratie, mais à long terme, au moins elle l'espère bien, le processus devrait s'inverser. Ce qui se passe, à court terme, est une négligence des questions comme la stabilité politique et la protection des institutions. Les pays en transition négligent ces questions en mettant l'accent unilatéralement sur l'accélération du processus d'intégration européenne. Mais une fois que la place au sein de l'Union est assurée (à noter que Kolarska-Bobinska écrit avant que cela ne se produise en 2004), elle s'attend à ce que le transfert des connaissances aille produire une consolidation démocratique (2003: 97). Grzymala-Busse et Innes (2003) partagent cette vision ambivalente qui divise l'influence sur la qualité de la démocratie avant et après l'adhésion (à noter aussi qu'elles défendent cette thèse avant que les premiers pays post-communistes ne deviennent membres de l'Union en 2004). Dimitrova (2002) aussi fait distinction entre l'influence de l'Union avant et après l'adhésion. Pour elle, contrairement à Kolarska-Bobinska et à Grzymala-Busse, c'est avant l'adhésion formelle que l'influence de l'UE est la plus forte et que le transfert des institutions plus probable. Selon elle⁴, après l'adhésion, les nouvelles institutions et leurs objectifs peuvent être graduellement changés à cause de renforcement des points de véto (veto points) domestiques.

3. La revue de la littérature (d'autres facteurs causals).

La littérature sur le rôle de l'intégration européenne sur la démocratisation post-communiste ne représente cependant qu'un des groupes de facteurs (les facteurs externes) qui agissent dans la même direction causaliste. D'autres groupes de facteurs sont l'héritage, à la fois institutionnel et culturel, mais aussi le choix institutionnel après la fin du communisme, et aussi le rôle de la direction politique dans le processus de transition démocratique. Il est nécessaire de présenter en bref ces facteurs dans la revue de la littérature, parce que leurs arguments théoriques peuvent être utiles pour clarifier les mécanismes d'influence de l'Union européenne et de la diffusion internationale des normes démocratiques.

a. Héritage communiste et précommuniste.

L'approche qui met l'accent sur l'héritage communiste et pré-communiste est, chronologiquement, la plus vieille école sur la démocratisation post-communiste. Ce qui importe dans cette approche, c'est le passé individuel de chaque pays qui détermine largement sa trajectoire politique contemporaine. En comparant cette approche avec toutes les autres, on peut dire qu'elle est le plus « profonde » en termes de causalité, selon la classification de Kitschelt (2003). Cette approche, cependant, permet de très différentes interprétations; certains auteurs estiment que l'héritage agit toujours comme un obstacle à la démocratisation (Jowitt 1992), mais d'autres estiment que certains éléments de l'héritage, par exemple l'existence d'une bureaucratie rationnelle de type weberienne, peuvent même faciliter la démocratisation (Kitschelt, Mansfeldova, Markowski, et Toka 1999). Les arguments de Jowitt suivent la logique selon laquelle l'héritage communiste et pré-communiste inclut une dichotomie renforcée entre le domaine public et privé, un niveau très bas de la participation politique, un manque d'identité civique partagée, une

⁴ Dimitrova ici suit en général le modèle présenté par Streeck et Thelen (2005) dans *Beyond Continuity. Institutional Change in Advanced Political Economies*.

atomisation sociale, et une présence des structures économiques semi-autarciques (Jowitt 1992: 287-289). En bref, selon lui, tous ces facteurs agissent contre la démocratisation post-communiste. On peut ajouter ici les arguments de Volgyes (1995), qui établit un lien entre les problèmes de la démocratisation et l'héritage communiste; ce dernier impose le besoin psychologique d'une autorité politique démesurée. Ces arguments sont intéressants en ce qui concerne ce projet de thèse, parce qu'ils peuvent être intégrés dans le chapitre qui analyse la culture et des idées comme des préalables objectifs pour la qualité de la démocratie (à ne pas confondre avec la culture comme une interaction subjective et constructiviste). De l'autre côté, Brzezinski (2002) analyse certains éléments de l'héritage pré-communiste pour trouver des facteurs qui peuvent faciliter la démocratisation post-communiste et surtout pour éliminer l'héritage négatif du communisme. Ce qui l'intéresse, ce sont des traditions de décentralisation étatique, de différentes relations entre l'État et l'église, et aussi l'institutionnalisation de la propriété privée (2002: 196-197). Comme l'héritage pré-communiste démontre une grande diversité par rapport à ces préalables, la démocratisation post-communiste aura de chances à réussir au moins dans quelques pays de l'Europe de l'Est. Des conclusions similaires de celle de Brzezinski, mais venant d'un modèle d'inspiration marxienne, sont faites par Mot (2002). Elle aussi distingue des pays comme la Pologne (succès démocratique) des pays comme la Roumanie (transition pénible vers une démocratie nonconsolidée), leurs trajectoires post-communistes étant un résultat des structures sociales et économiques qui se sont développées pendant des siècles et qui ont produit l'effet de la dépendance du sentier pour les générations futures.

b. Choix institutionnel post-communiste.

Une autre approche sur la transition politique essaie d'expliquer la démocratisation post-communiste et les variations dans la qualité de la démocratie avec les choix institutionnels, par définition assez spécifiques mais aussi avec de traits typiques pour l'ensemble des pays post-communistes. Cette école de pensée est en quelque sorte une réaction intellectuelle contre la perspective qui met l'accent sur l'héritage culturel; elle s'oppose à son pessimisme en ce qui concerne la possibilité d'une démocratisation post-communiste (Ackerman 1992). L'optimisme qui ressort d'une partie de la littérature sur les effets de l'intégration européenne sur la démocratisation dans l'Europe centrale et orientale vient en partie des auteurs qui partagent cette vision institutionnaliste. De plus, l'approche institutionnaliste fait partie du discours officiel de l'Union européenne, selon laquelle l'intégration européenne est un processus de diffusion des normes et des institutions démocratiques et libérales, et que cette diffusion a toujours des effets positifs sur la démocratisation dans les pays en transition. Bien sûr, l'approche institutionnelle n'est pas une approche optimiste sans équivoque. Dans le cadre de cette approche, une partie des auteurs partage les angoisses de Linz (1990) sur les dangers qui viennent avec l'institutionnalisation d'un président fort élu au suffrage universel (Fish 2001; Frye 2002).

c. Choix stratégiques des élites post-communistes.

Une troisième approche théorique sur la démocratisation post-communiste met l'accent sur le rôle des acteurs politiques stratégiques en tant qu'*homines economici*, dans laquelle ces acteurs cherchent à agrandir leur pouvoir et par conséquent, qui influencent les trajectoires politiques et la qualité du système politique dans les pays post-communistes (Roeder 1994). Ces acteurs peuvent, sans renoncer à leur cadre interprétatif en tant qu'*homines economici*, chercher à dominer un monde politique qui correspond seulement à leurs visions idéologiques. Dans le cadre de la thèse, un des auteurs de cette approche qui m'intéresse en particulier est McFaul (2002); selon lui, ce qui compte pour les trajectoires politiques différentes sont les idéologies politiques des politiciens au pouvoir. Un autre auteur à retenir est Nodia (2002), qui ne s'intéresse pas tellement de l'idéologie politique des politiciens, mais plutôt à la façon dont ils perçoivent le pouvoir relatif des idées démocratiques (ou autoritaires) dans le contexte international. Certains auteurs utilisent des modèles à la fois stratégiques et institutionalistes (Vachudova 2005; Tomescu-Hatto 2008). Ce qui compte pour eux, c'est un certain alignement entre la rationalité préétablie des acteurs politiques nationaux et la diffusion des normes de la part de l'Union européenne. Selon cette logique, dans sa version la plus simplifiée, l'Union européenne lie la diffusion des normes, d'un côté, aux chances d'adhésion, de l'autre. Comme l'adhésion vient toujours avec certaines promesses d'aide financière, l'Union européenne s'attend à ce que les acteurs nationaux adoptent les institutions souhaitées. Ce qui compte, c'est que les gouvernements nationaux sont des entités rationnelles et unitaires; ces gouvernements ne peuvent donc pas refuser une offre aussi généreuse que la possibilité de se joindre à l'Union européenne. Une fois que cet alignement des intérêts sous la forme des attentes (extérieures) et la rationalité (intérieure) est rendu possible, la diffusion des normes démocratiques de l'Ouest à l'Est devient chose facile.

d. La culture politique post-communiste.

Pour finir avec ce bref tour des autres approches théoriques sur la démocratisation post-communiste, on doit mentionner aussi les auteurs qui, en suivant Putnam (1994), établissent des corrélations entre la culture politique des masses et la qualité de la démocratie (Inglehart 1997; Newton 1999). Le niveau de confiance entre les gens et la participation dans les associations ont des corrélations positives avec le bon fonctionnement des institutions démocratiques. Là où il n'y a pas de telle confiance et la participation dans les associations est basse (comme dans les pays post-communistes) la démocratie est déficiente. Selon Putnam, pour comprendre le développement politique en Russie on doit regarder en direction de Palermo et non vers Paris ou Londres. Cette approche culturelle de type "capital social" est attaquée dans la littérature assez souvent. Stolle et Hooghe (2005) critiquent cette approche sur une base théorique comme étant à la fois détachée de la réalité, exceptionnelle, partielle et irrélevante. Letki et Evans (2005) montrent, sur la base du développement politique post-communiste, que la confiance accrue entre les gens ne produit plus de démocratie, mais qu'au contraire, la démocratisation a une incidence négative sur la confiance entre les gens dans le contexte post-communiste. Valkov (2009: 1) refuse d'accepter l'existence d'une relation concomittante entre les deux variable (le niveau d'association et la démocratisation)

pour le groupe des pays post-communistes. Il dit que l'activité associative dans ces pays ressemble plutôt à l'image des pays en Amérique latine non-authoritaires, ou le niveau d'association aussi est relativement bas.

4. Discussion sur la littérature.

En retournant à la littérature sur l'intégration européenne et sur la démocratisation post-communiste, on doit constater qu'en plus de ne pas être en mesure de déterminer d'une manière consensuelle la direction propre de l'influence de l'intégration européenne, la littérature existante fait une importante omission en ce qui concerne les raisons pourquoi l'intégration européenne peut influencer la démocratisation dans les pays post-communistes. En général, la priorité est donnée à des facteurs causals qui fonctionnent au niveau des institutions et de leur diffusion à l'Est, et aussi au niveau du choix rationnel des politiciens, surtout ceux dans les pays post-communistes. La question de la *perception* de l'intégration européenne mais aussi la question de l'intégration comme un *processus de transformation des valeurs* à la fois au niveau des élites politiques locales et au niveau de la population générale, comme des éléments de la culture, y compris la culture politique dans ces pays, est presque absente dans la littérature. Ici par culture on n'entend pas des préalables culturels, une tradition qui va assez loin (Almond et Verba 1963) et qui a encore des défenseurs ardants dans nos jours (Radu 1998)⁵, mais une vision de la culture de type interactionnelle, selon laquelle loin d'être statique, elle représente des résultats dynamiques de l'interaction des acteurs, une interaction qui comprend aussi une interprétation subjective de cette même interaction. Comment des institutions importées s'adaptent dans un monde social symbolique est une question très peu analysée dans le contexte post-communiste. Est-ce que, et surtout comment, l'image spécifique de l'Union joue un rôle dans l'interaction politique? Comme les questions de la perception sont presque absentes de la vision ontologique des approches présentées dans la revue, sauf pour l'école des préalables culturelles, il ne devrait pas être surprenant que la question de l'influence de l'intégration européenne sur la qualité de la démocratie s'occupe principalement des institutions formelles et du comportement de quelques acteurs au centre des exécutifs nationaux.

II. Méthodologie et les premiers résultats.

1. Définitions.

En ce qui concerne la démocratie, la littérature contemporaine est dominée largement par les définitions procédurales, minimalistes, et antisubstantives. Cette approche est associée avec les travaux de Joseph Schumpeter (1942 (1975)). Il identifie la démocratie comme un arrangement institutionnel pour arriver à des décisions politiques dans lesquelles les individus ont le pouvoir de faire des décisions à partir d'une lutte compétitive pour le vote populaire. Huntington (1991) et Horowitz (1991) partagent cette vision procédurale. Selon eux, elle a remplacé la définition traditionnelle qui lie ce régime avec la volonté du peuple ou avec le bien commun. En suivant la logique de

⁵ L'auteur met en corrélation causaliste la version orthodoxe du Christianisme avec la version virulente régionale du nationalisme et avec certaines pratiques anti-démocratiques après le communisme.

Robert Dahl (1961), Huntington et Horowitz déclarent un pays démocratique s'il y a des élections à suffrage universel, en plus d'avoir des libertés d'expression, de la presse, et de l'organisation des partis. Przeworski (1991, 10) aussi définit la démocratie comme un système dans lequel les partis peuvent perdre des élections et accepter les résultats sans essayer de détruire le régime. Il définit aussi la démocratie comme un système d'incertitude institutionnalisée (1991, 14), comme un régime où les règles sont prévisibles, mais pas les résultats.

Cet accent mis en faveur des procédures mène vers une favorisation des explications institutionnelles. La définition existante élimine la question comment la démocratie est perçue dans la population. C'est pour cette raison qu'une nouvelle définition élargie devient nécessaire pour donner une chance égale aux autres modèles théoriques, surtout aux modèles interprétatifs. La démocratie, selon moi, est *la capacité des acteurs sociaux, en se basant sur leurs perceptions de leurs relations sociales, de vouloir infléchir les actions des autres acteurs sur une base réciproque au point où les relations de domination deviennent réversibles*. On peut constater que cette nouvelle définition de la démocratie ne contredit en rien les définitions conventionnelles de type procédurale. Au contraire, elle donne un sens nouveau à l'incertitude institutionnalisée de Przeworski; la nouvelle définition élargit la définition procédurale en lui donnant une dimension subjective; pour que la démocratie fonctionne, l'incertitude institutionnalisée doit être intériorisée par les acteurs.

En utilisant le vocabulaire de Max Weber, la démocratie ne se définit pas uniquement comme une mécanique; la démocratie est avant tout une « éthique » dans le sens d'une « conduite de vie » qui inclut la compréhension du monde d'une manière particulière avec des conséquences pour des actions des acteurs qui découlent de cette compréhension. Dans ce sens, l'intégration européenne affecte la démocratie dans des pays post-communistes en influençant cette « éthique ».

En ce qui concerne le facteur qui influence la démocratie, l'intégration européenne, je le définis non seulement comme un moment d'adhésion à l'Union, mais aussi comme *un processus qui s'étend sur plusieurs années et qui commence avant l'adhésion avec une identification de l'intégration comme objectif pour l'Union et pour le pays en question, un processus qui continue avec les négociations sur les conditionalités d'adhésion et qui finit bien après l'adhésion avec l'accomplissement de ces conditions*.

2. Choix des cas.

En ce qui concerne le choix des cas, il y a une certaine tendance dans la littérature (Vachudova 2005; Levitsky et Way 2005a; Bideleux 2001) à utiliser plutôt des cas provenant de l'Europe centrale (Pologne, Hongrie, République Tchèque, Slovaquie). Comme ces cas (à l'exception de la Slovaquie) étaient pour la plupart des pays démocratisés avant le début de l'intégration européenne, il est difficile de dégager l'UE comme le facteur qui influence ce développement parmi tous les autres facteurs. Je me penche sur la région balkanique, une région dans laquelle la démocratie était et reste beaucoup plus lente et pénible. Dans cette région, les cas ne sont pas surdéterminés comme dans l'Europe centrale; surdéterminés dans le sens que toutes les théories peuvent expliquer certains effets, dans notre cas, la démocratisation. La Bulgarie est un cas

intéressant comme terrain principal; ce pays est passé à travers le processus d'intégration européenne et il est membre de l'Union européenne depuis le 1^{er} janvier 2007. De plus, ce pays défie la simple logique de transfert des institutions Ouest-Est. Même après l'adhésion à l'UE, la Bulgarie pose de sérieuses questions en ce qui concerne sa qualité démocratique. La Macédoine, qui comme candidat à l'EU attend toujours de commencer des négociations pour adhésion, représente un cas intéressant pour faire terrain secondaire dans le cadre d'une recherche comparative.

3. Évaluation des approches conventionnelles.

Les premiers résultats de la thèse concernent surtout l'évaluation des approches conventionnelles dans la littérature sur les cas choisis, la Bulgarie et la Macédoine. Ce sont des approches institutionnelles, stratégiques et culturelles. Les attentes de l'approche institutionnelle sont que ce sont des institutions et leur diffusion qui produisent en fin de compte des comportements politiques; ceci veut dire qu'une certaine qualité de la démocratie dans les pays post-communistes aussi bien qu'une fluctuation dans cette qualité doit nécessairement être due à l'existence ou au manque de certaines institutions et de leur diffusion. Dans le cadre de cette approche, les institutions sont facilement transférables entre les États, dans notre cas, entre l'Union européenne et les pays dans le processus d'intégration. Dans le cadre de cette approche, aussi, le rôle des intérêts des acteurs, tout comme le rôle des perceptions symboliques, est conceptuellement peu important.

Les approches stratégiques s'attendent à ce que des intérêts des acteurs politiques principaux, et surtout dans les pays qui passent à travers un processus d'intégration européenne soient responsables des comportements politiques observés; ce qui veut dire qu'une certaine qualité de la démocratie dans les pays post-communistes serait le résultat d'une certaine constellation des intérêts au niveau de l'élite politique. Dans le cadre de cette approche, les acteurs politiques ne sont pas de simples agents des institutions; ils sont de véritables acteurs qui décident si l'intégration européenne doit se faire aussi bien que ses modalités et ses résultats (Tomescu-Hatto 2008). Dans le cadre de cette approche, les institutions ne sont transférables que s'il y a des intérêts importants stratégiques dans les pays post-communistes qui militent dans la même direction et qui désirent ce transfert. Autrement dit, les résultats de l'intégration suivent de près les intérêts politiques de l'élite politique nationale.

Les attentes des approches culturelles de type « prérequis pour la démocratie » sont que ce sont des prérequis culturelles, la présence des idées et des attitudes plutôt statiques dans le temps, partagée par la population en général, dans les pays qui passent à travers un processus d'intégration européenne, qui sont responsables en fin de compte des comportements politiques observés; ce qui veut dire qu'une certaine qualité de la démocratie dans les pays post-communistes doit nécessairement être le résultat d'une certaine constellation des prérequis de type culturel dans ces pays. Ces approches sont bien illustrées avec des sondages sur les valeurs comme dans *World Values Survey* ou dans *Eurobarometer survey*. Dans le cadre de ces approches, les acteurs politiques deviennent à nouveau de simples agents des forces qui ne peuvent pas être facilement manipulées. Les institutions ne sont transférables que s'il y a des normes culturelles dans les pays post-communistes qui facilitent leur diffusion, à savoir agissent dans la même

direction que ce transfert des institutions, et seulement dans la mesure où ces prérequis existent, peut-on observer une pareille diffusion.

L'évaluation des approches conventionnelles se faisait sur la base de la littérature existante politologique sur les deux cas (Ganev 2001, 2006, 2007; Bojkov 2004; Andreev 2006; Noutcheva et Belchev 2008; Petrovic 2008; Spirova 2008), la Bulgarie et la Macédoine, mais aussi sur les textes officiels par et sur l'Union européenne, des discours des politiciens bulgares et macédoniens après la fin du communisme vis-à-vis l'UE, des sondages de l'opinion publique (*World Values Survey*; *Eurobarometer survey*) dans les deux pays sur les attitudes des gens par rapport à l'UE, et des études idéographiques sur l'un ou l'autre des cas.

Les résultats préliminaires de cette évaluation des approches conventionnelles montrent que : 1. Le comportement politique ne suit pas la logique simpliste de l'approche institutionnaliste; les institutions formelles ne sont pas des simples stimuli qui agissent indépendamment des et sur les gens; 2. Le cadre interprétatif stratégique n'est pas ni le seul ni le principal mode pour comprendre la réalité en ce qui concerne le comportement politique dans les pays post-communistes; 3. Il n'y a pas de normes culturelles qui empêchent les populations post-communistes de comprendre la nature du transfert institutionnel Ouest-Est; les normes culturelles existantes *peuvent* être changées dans le cadre d'interaction sociale. 4. Les approches conventionnelles sont trop imprécises pour répondre à la question initiale; elles sont toutes hypothético-déductives, construites hors du contexte du développement politique post-communiste; une approche alternative, plus inductive, basée sur le développement politique concret, devient nécessaire.

4. Présentation du modèle alternatif.

Les sections qui suivent présentent en bref la démarche à suivre. Le modèle théorique alternatif que j'utiliserai s'inspire de la logique du modèle de McFalls (2002). Il s'intéresse des changements au niveau des valeurs des gens en Allemagne de l'Est dans les années après la réunification. Ces changements se font dans le cadre des relations du pouvoir asymétriques entre les deux parties du pays réunifié. La nature de ces relations ressemble à des relations asymétriques entre l'EU et les pays post-communistes qui veulent adhérer à l'Union. Pour cette raison j'ai confiance que le modèle de McFalls qui explique le changement des valeurs comme résultat des interactions entre les deux parties peut aussi éclairer le changement possible au niveau des valeurs dans les pays post-communistes dans le processus d'intégration européenne.

Le modèle de McFalls part du problème que ni les impératifs fonctionnels des structures sociales ni l'action instrumentale ne sont pas capables d'expliquer certains événements majeurs pour la science politique (2002 : 80). Pour cette raison il propose un modèle alternatif culturel (2002 : 80-85), associé avec les travaux d'anthropologue culturel Clifford Geertz, qui à son tour repose sur la tradition sociologique compréhensive de Max Weber.

En ce qui concerne l'Allemagne de l'Est après la réunification, McFalls constate la création d'une nouvelle identité séparée comme résultat de la nouvelle hégémonie, dans le sens de Gramsci, imposée par l'Allemagne de l'Ouest; cette identité séparée de l'Est est pourtant le premier pas vers l'acceptation de l'hégémonie des valeurs

consoméristes (2002 : 89). Ce changement des valeurs n'est pas résultat ni des impératifs fonctionnels des structures sociales ni d'une action instrumentale. Il est le résultat d'un dialogue entre l'Est et l'Ouest, un dialogue qui produit une similarité dans le comportement dans les deux parties de l'Allemagne.

McFalls fait ses observations sur les changements au niveau des valeurs à partir des séries d'entrevues en ex-Allemagne de l'Est effectuées entre 1990 et 1998. C'est une période de 8 ans, qui est suffisamment longue pour observer un changement au niveau des valeurs étant donné que les interviewés au début et à la fin des années 1990 étaient les mêmes personnes. Je ne peux pas me permettre une telle longue période d'observation pour confirmer la présence des changements au niveau des valeurs. En plus, même si une telle période d'observation était possible, elle ne pourrait pas couvrir le passé de l'intégration européenne. C'est pour cette raison que ma thèse utilisera, en plus d'entrevues, d'autres techniques pour identifier le rôle de l'intégration européenne, pas dans un moment précis seulement, mais aussi comme un processus dynamique.

Le travail de terrain en Bulgarie et en Macédoine cherche des réponses à la question principale : quel est et comment s'exerce le rôle de l'intégration européenne dans la démocratisation post-communiste. Ces deux terrains analysent la culture politique et le changement éventuel des valeurs à deux niveaux : le niveau des élites politiques et le niveau des masses.

Le niveau des élites politiques peut être subdivisé en deux groupes : les politiciens qui prennent des décisions politiques (par exemple doit-on adhérer à l'UE et à quel moment; quelles devront être les modalités des négociations avec l'Union; comment le pays doit réagir à des décisions venant de Bruxelles) et les petits fonctionnaires qui gèrent les dossiers différents plus et moins directement liés avec les relations avec l'UE.

En ce qui concerne les politiciens, la meilleure méthode pour reconstituer les relations entre les pays post-communistes et l'Union est d'analyser des textes des décideurs principaux; ces textes doivent appartenir à des moments différents dans l'intégration européenne. Cette analyse des textes pourrait se faire dans le cadre d'une analyse de discours. Comme une technique complémentaire, j'utilise aussi des biographies des politiciens. Dans une perspective diachronique je compare les discours officiels en Bulgarie et en Macédoine sur l'intégration européenne dans un moment d'intégration donné; étant donné l'avancement du processus d'intégration en Macédoine, ce moment se situera avant l'adhésion formelle à l'Union. De plus, j'exposerai des interactions avec l'UE dans la dynamique de changement des discours.

En ce qui concerne les petits fonctionnaires, la méthode préférée est les entrevues semi-dirigées. Comme j'identifie la démocratie comme une « éthique » subjective, j'analyse sa présence dans au moins deux domaines différents, un qui a des effets directs sur la qualité de la démocratie et une autre aussi loin que possible des domaines conventionnellement associés avec la qualité du processus démocratique, mais dans lesquels l'Union européenne joue un rôle majeur comme émetteur des normes. Cette sélection des domaines suit la logique des négociations d'adhésion qui ont pour l'objectif de transmettre les *acquis communautaires* de l'Union à des pays candidats. L'adoption des *acquis communautaires*, la base normative de l'Union européenne, est obligatoire pour tous les pays en train d'adhésion à l'Union, *mais* des périodes de transition allant jusqu'à plusieurs années après l'adhésion formelle sont possibles et peuvent être négociés pour chaque pays en particulier.

Une autre manière d'analyser le processus d'intégration et de son influence sur la démocratie est de « recréer » ce processus en temps réel. Des entrevues vont « mettre en scène » les relations sociales entre les acteurs par rapport aux leurs rôles spécifiques en ce qui concerne l'UE, mais aussi vis-à-vis l'image qu'ils se font de l'Union. Les entrevues vont essayer de reproduire les discours par rapport à l'Union et par rapport aux autres acteurs dans le cadre du processus politique avec l'image de l'Union au fond. Par cela, je comprends de me mettre dans la position d'un interlocuteur imaginaire et, à partir des situations hypothétiques, de faire l'interviewé reproduire sa propre position. Cette « mise en scène » va me permettre d'étudier la construction d'une norme discursive plus démocratique ou plus autoritaire, une norme qui va se représenter sous la forme d'une construction dynamique au cours de ces conversations.

Plus concrètement, je m'appuierai sur le questionnaire utilisé par McFalls sur le changement au niveau des valeurs dans L'Allemagne de l'Est dans les années 1990. Comme lui, je m'abstiendrai de poser les questions principales d'une manière directe. Cette manière directe crée le risque d'une interprétation des événements dans le passé à partir seulement des points de vues des acteurs dans le présent. Pour que ce risque ne se matérialise pas, je poserai d'autres questions qui s'approchent à la compréhension du monde des valeurs des acteurs à partir des *moments spécifiques* avant, durant et après que le changement attendu des valeurs se produise. À titre d'exemple, pour un fonctionnaire bulgare ou macédonien, un moment « avant » pourrait être un moment avant les premiers contacts officiels avec des représentants de l'Union. L'objectif des entrevues sera de reconstituer la manière dont les acteurs se souviennent d'eux-mêmes avant, durant, et après que le facteur de l'intégration européenne commence à jouer un rôle sur eux. Ces souvenirs inévitablement incluront des traces de valeurs présentes des acteurs. L'objectif des entrevues n'est pas de les éliminer complètement. Au contraire, ces traces vont témoigner des valeurs qui se sont ajoutées au monde symbolique des acteurs *a posteriori*.

Il y a au moins deux groupes de techniques pour analyser la culture politique et son changement au niveau des masses. Dans le premier, la logique suit les entrevues semi-dirigées comme ceux effectués auprès des fonctionnaires. Ce qu'on cherche est de démontrer le rôle de l'intégration européenne à partir de l'influence que ce processus a sur le monde symbolique des gens ordinaires. Comme dans la section qui analyse les politiciens, les entrevues avec des gens peuvent aussi inclure une dimension biographique. Étant donné que pour la plupart des cas les gens de la rue n'ont pas des relations directes avec des représentants de l'Union, leurs moments spécifiques de référence dans le passé peuvent se situer soit vers la fin du communisme, soit, si l'âge des interviewés n'est pas suffisant pour avoir un tel point de référence, dans le temps après la chute du régime communiste mais avant la formulation d'un discours d'intégration européenne. D'autres points de référence possibles avant le début de l'intégration pourraient être la première visite des interviewés dans un pays de l'UE. Des moments de référence durant le processus, spécifiques pour la Bulgarie, pourraient être l'élimination des visas pour les voyages touristiques vers les pays de Schengen en 2001, l'adhésion formelle à l'Union et la libération des bulgares (avec de l'aide de l'UE) qui attendaient la peine de mort en Libye en 2007, mais aussi l'arrêt de financement venant de l'Union quelque mois plus tard. Pour la Macédoine, ces points de référence symboliques peuvent être le conflit avec la Grèce sur le nom de la république et le conflit avec la communauté albanaise en 2001 qui était terminé avec la médiation de l'UE.

Une autre technique pour comprendre le rôle de l'intégration européenne serait d'analyser certaines représentations visuelles, comme des caricatures dans la presse. Les caricatures sont une façon pour leurs auteurs d'exprimer leurs identités collectives et de montrer leurs attitudes à l'égard des certains personnages et des certaines idées. Elles peuvent aussi, et ceci est important pour moi, démontrer comment, à partir des représentations visuelles intentionnellement accentuées, la société est en train de construire une nouvelle réalité, y compris sa nouvelle identité collective (Hunt 2003). Une fois que les résultats des terrains sont analysés, je vais les analyser dans une perspective comparative avec les résultats reçus dans les parties précédentes.

Bibliographie

- Ackerman, Bruce. 1992. *The Future of Liberal Revolution*. New Haven and London: Yale University Press.
- Almond, Gabriel, and Sidney Verba. 1963. *The Civic Culture: Political Attitudes and Democracy in Five Nations*. SAGE Publications.
- Andreev, Svetlozar. 2006. *The Uncertain Quality of Democracy in Bulgaria and the Problem of Racial Profiling against the Roma Minority by the Police, the Courts and the Media*. Paper prepared for the Nationalism panel of the cross-regional discipline meeting of AFP fellows, Sinaia, Romania, 23-27 February, 2006.
- Bideleux, Robert. 2001. "‘Europeanisation’ and the limits to democratization in East-Central Europe". in Geoffrey Pridham and Attila Agh, eds. *Prospects for democratic consolidation in East-Central Europe*. Manchester and New York: Manchester University Press.
- Bojkov, Victor. 2004. Neither here, not there: Bulgaria and Romania in current European politics. *Communist and Post-Communist Studies* 37(4).
- Brzezinski, Zbigniew. 2002. "The Primacy of History and Culture". in Larry Diamond and Marc F. Plattner, eds. *Democracy after Communism*. Baltimore and London: The Johns Hopkins University Press.
- Coricelli, Fabrizio. 2007. Democracy in the Post-Communist World: Unfinished Business *East European Politics & Societies* 21(1).
- Dimitrova, Antoaneta. 2002. Enlargement, Institution-Building, and the EU's Administrative Capacity Requirement. *West European Politics* 25(4).
- Elias, Norbert. 1939 (1969). *The Civilizing Process*. Oxford: Blackwell.
- Eurobarometer Survey*. version électronique disponible dans http://ec.europa.eu/public_opinion/index_en.htm
- Fish, M. Steven. 2001. "The Dynamics of Democratic Erosion". in Richard D. Anderson, Jr., M. Steven Fish, Stephen E. Hanson, and Philip G. Roeder. *Postcommunism and the Theory of Democracy*. Princeton and Oxford : Princeton University Press.
- Frye, Timothy. 2002. "Presidents, Parliaments, and Democracy: Insights from the Post-Communist World". in Andrew Reynolds, ed. *The Architecture of Democracy. Constitutional Design, Conflict Management, and Democracy*. Oxford: Oxford University Press.

- Gallagher, Tom. 2005a. *Theft of a Nation. Romania since Communism*. London : Hurst & Company.
- Gallagher, Tom. 2005b. *Modern Romania: The End of Communism, the Failure of Democratic Reform, and the Theft of a Nation*. New York : New York University Press.
- Ganev, Venelin. 2001. The Dorian Gray effect: winners as state breakers in postcommunism. *Communist and Post-Communist Studies* 34(1).
- Ganev, Venelin. 2006. Ballots, Bribes, and State Building in Bulgaria. *Journal of Democracy* 17(1).
- Ganev, Venelin. 2007. *Preying on the State: The Transformation of Bulgaria After 1989*. Cornell University Press.
- Grzymala-Busse, Anna, and Abby Innes. 2003. Great Expectations: The EU and Domestic Political Competition in East Central Europe. *East-European Politics and Societies* 17(1).
- Grzymala-Busse, Anna. 2007. Encouraging Effective Democratic Competition. *East-European Politics and Societies* 21(1).
- Inglehart, Ronald. 1997. *Modernization and Postmodernization: Cultural, Economic, and Political Change in 43 Societies*. Princeton, N.J.: Princeton University Press.
- Kitschelt, Herbert, Zdenka Mansfeldova, Radoslaw Markowski, and Gabor Toka. 1999. *Post-Communist Party Systems. Competition, Representation, and Inter-Party Cooperation*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Kitschelt, Herbert. 2003. "Accounting for Post-Communist Regime Diversity. What Counts as a Good Cause?" in Grzegorz Ekiert and Stephen E. Hanson, eds. *Capitalism and Democracy in Central and Eastern Europe. Assessing the Legacy of Communist Rule*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Kolarska-Bobinska, Lena. 2003. The EU Accession and Strengthening of Institutions in East Central Europe: The Case of Poland. *East-European Politics and Societies* 17(1).
- Levitsky, Steven, and Lucan A. Way. 2005a. International Linkage and Democratization. *Journal of Democracy* 16(3).
- Levitsky, Steven, and Lucan A. Way. 2005b. Ties That Bind? Leverage, Linkage, and Democratization in the Post-Cold War World. *International Studies Review* 7(3).

- Levitsky, Steven, and Lucan A. Way. 2007. Linkage, Leverage, and the Post-Communist Divide. *East European Politics & Societies* 21(1).
- Linz, Juan J. 1990. The Perils of Presidentialism. *Journal of Democracy* 1(1).
- McFalls, Laurence. 2002. Political Culture and Political Change in Eastern Germany. *German Politics and Society* 20(2).
- McFalls, Laurence, Annie Lafontaine, Mariella Pandolfi et Marie-Joëlle Zahar. 2005. The Theatre of Intervention. *Transitions* 44(2).
- McFalls, Laurence. 2005. "Disruptive Bureaucracy: Iatrogenic Violence and the Formal Logic of Intervention," paper presented to the European Consortium of Political Research, Budapest, 8-10 September.
- McFalls, Laurence et al. 2006. *Construire le politique. Contingence, causalité et connaissance dans la science politique contemporaine*. PUL.
- McFalls, Laurence, ed. 2007. *Max Weber's Objectivist Ethic and the Spirit of Science*. Toronto: University of Toronto Press.
- McFalls, Laurence, ed. 2008 (à paraître). « Les fondements sociaux et rationnels des passions politiques », *Anthropologie et société*.
- McFaul, Michael. 2002. The Fourth Wave of Democracy and Dictatorship. Noncooperative Transitions in the Post-communist World. *World Politics* 54(2).
- Mitropolitski, Simeon. 2007. *Explaining political regime diversity in post-communist states : an evaluation and critique of current theories*. (Université McGill, mémoire de maîtrise).
- Mot, Elena-Anca. 2002. *Le passage du socialisme aux capitalismes. Déterminants sociaux-historiques des trajectoires polonaise et roumaine*. (Université de Montréal, thèse de doctorat).
- Nodia, Ghia. 2002. "How Different Are Postcommunist Transitions?" in Larry Diamond and Marc F. Plattner, eds. *Democracy after Communism*. Baltimore and London: The Johns Hopkins University Press.
- Noutcheva, Gergana et Dimitar Bechev. The Successful Laggards: Bulgaria and Romania's Accession to the EU. *East European Politics & Societies* 22(1).
- Petrovic, Milenko. 2008. The role of geography and history in determining the slower progress of post-communist transition in the Balkans. *Communist and Post-Communist Studies* 41(2).

- Pridham, Geoffrey. 2001. "Rethinking regime-change theory and the international dimension of democratization: ten years after in East-Central Europe". in Geoffrey Pridham and Attila Agh, eds. *Prospects for democratic consolidation in East-Central Europe*. Manchester and New York: Manchester University Press.
- Pridham, Geoffrey. 2005. *Designing Democracy: EU Enlargement and Regime Change in Post-Communist Europe*. London and New York: Palgrave Macmillan.
- Pridham, Geoffrey. 2007. The Scope and Limitations of Political Conditionality: Romania's Accession to the European Union. *Comparative European Politics* 5.
- Putnam, Robert. 1994. *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*. Princeton University Press.
- Radu, Michael. 1998. The Burden of Eastern Orthodoxy. *Orbis* 42(2).
- Raik, Kristi. 2004. EU Accession of Central and Eastern European Countries: Democracy and Integration as Conflicting Logics. *East-European Politics and Societies* 18(4).
- Roeder, Philip G. 1994. Varieties of Post-Soviet Authoritarian Regimes. *Post-Soviet Affairs* 10(1).
- Rose-Ackerman, Susan. 2007. From Elections to Democracy in Central Europe: Public Participation and the Role of Civil Society. *East European Politics & Societies* 21(1).
- Schimmelfennig, Frank. 2007. European Regional Organizations, Political Conditionality, and Democratic Transformation in Eastern Europe. *East European Politics & Societies* 21(1).
- Spirova, Maria, et Darlene Budd. 2008. The EU Accession Process and the Roma Minorities in New and Soon-to-be Member States. *Comparative European Politics* 6.
- Spirova, Maria. 2008. The Bulgarian Socialist Party: The long road to Europe. *Communist and Post-Communist Studies* 41(4).
- Stolle, Dietlind et Marc Hooghe. 2005. Inaccurate, Exceptional, One-Sided or Irrelevant? The Debate about the Alleged Decline of Social Capital and Civic Engagement in Western Societies. *British Journal of Political Science* 35(1).
- Tomescu-Hatto, Odette. 2008. *Le retour en Europe: Le processus de democratization en Roumanie post-communiste (1989-2008)*. (Institut d'études politiques de Paris, thèse de doctorat).

- Vachudova, Milada Anna. 2005. *Europe Undivided: Democracy, Leverage, and Integration After Communism*. Oxford : Oxford University Press.
- Valkov, Nikolaj. 2009. Membership in Voluntary Organizations and Democratic Performance: European Post-Communist Countries in Comparative Perspective. *Communist and Post-Communist Studies* 42.
- Volgyes, Ivan. 1995. “The Legacies of Communism: An Introductory Essay”; “The Economic Legacies of Communism”. in Zoltan Barany and Ivan Volgyes, eds. *The Legacies of Communism in Easter Europe*. Baltimore and London: The Johns Hopkins University Press.
- World Values Survey*. version électronique disponible dans <http://www.worldvaluessurvey.org/>